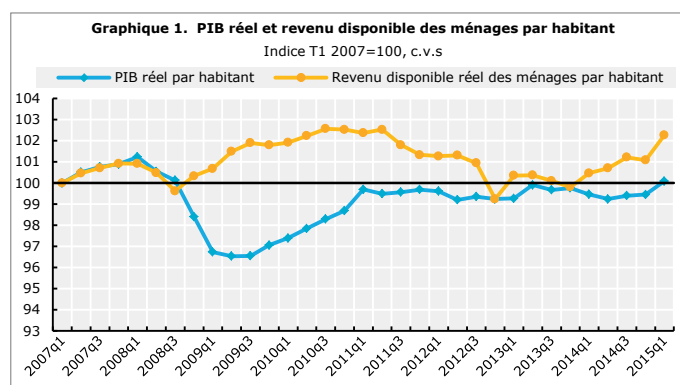


Tableau de bord de données : le point sur les ménages français

Si la croissance économique (PIB) fait toujours l'objet de beaucoup d'attention, il est intéressant, lorsqu'il s'agit d'évaluer la situation des ménages, d'examiner d'autres indicateurs davantage ciblés sur les conditions de vie matérielles des ménages. Voici quelques indicateurs qui apportent un éclairage sur la situation des [ménages](#) en France.

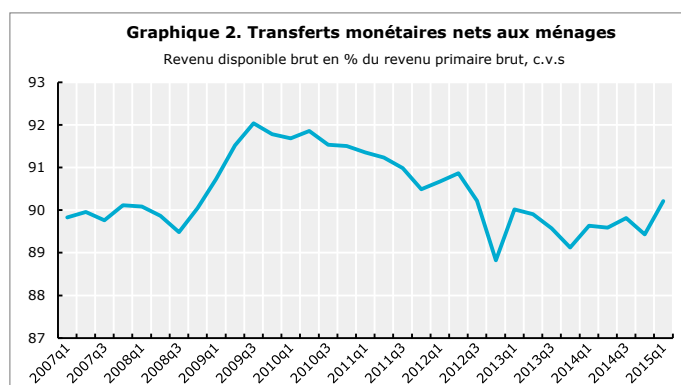
PIB et revenu des ménages

Le graphique 1 montre la progression du PIB et du revenu des ménages depuis le premier trimestre 2007 (valeur de référence 100), avant le début de la crise économique. Au cours du trimestre le plus récent (T1 2015), le PIB par habitant, qui ajuste le PIB selon la taille de la population, a augmenté de 0.6 % par rapport au trimestre précédent. L'indice est passé de 99.5 au T4 2014 (soit juste en deçà de la valeur de référence de 2007) à 100.1 au T1 2015, ce qui signifie qu'il vient seulement de retrouver le niveau du PIB réel observé avant la crise après plus de 6 ans au-dessous. Le [revenu disponible réel des ménages](#) par habitant a enregistré une forte hausse au T1 2015, puisqu'il a gagné 1.2 %. L'indice a progressé de 101.1 au T4 2014 à 102.3 au T1 2015, et il reste proche, voire au-dessus, de la valeur de référence depuis le début de la crise.



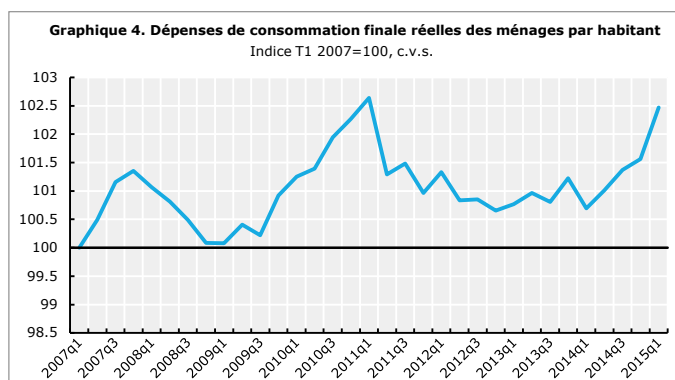
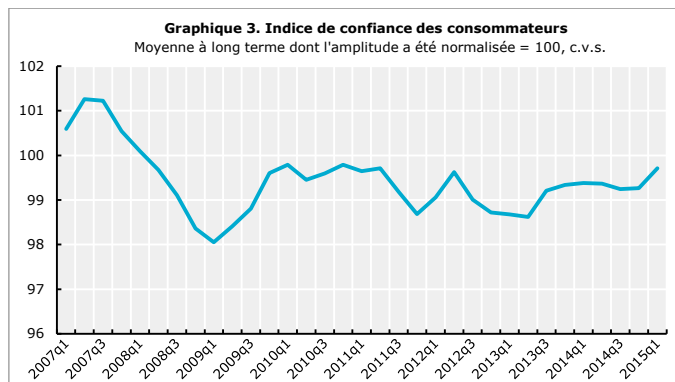
L'amélioration du pouvoir d'achat des ménages au T1 2015 provient principalement de l'augmentation de la [rémunération des salariés](#) et de la baisse des impôts payés par les ménages. Cette baisse d'impôt et la légère diminution des cotisations sociales versées en particulier par les travailleurs indépendants sous l'effet du *Pacte de responsabilité et de solidarité* se sont accompagnées d'une modeste hausse des prestations sociales. Résultat : les [transferts monétaires nets aux ménages](#) (graphique 2) ont fait augmenter le revenu disponible plus rapidement que le [revenu primaire](#).

Par ailleurs, le graphique 2 montre clairement que la redistribution a permis de préserver les conditions de vie matérielles des ménages en France pendant la crise économique. Le [ratio des transferts monétaires nets aux ménages](#) a commencé à progresser alors que la crise économique était à son paroxysme (avec un point culminant au T3 2009, à 92.0) et le revenu disponible réel des ménages a commencé à se dissocier de la croissance économique, comme le montre le graphique 1.

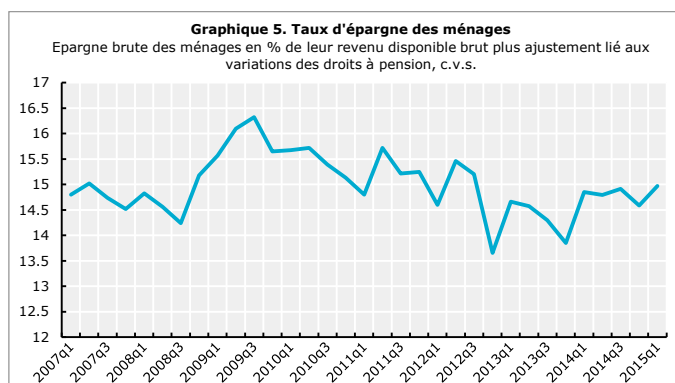


Confiance, consommation et épargne

Le revenu disponible des ménages est utile pour évaluer le niveau de vie matériel. Toutefois, pour avoir une vue plus complète du bien-être économique des ménages, il est intéressant d'examiner aussi leur comportement de consommation. Le graphique 3 montre que la confiance des consommateurs a légèrement progressé au T1 2015 (avec un indice à 99,7, contre 99,3 au T4 2014), ce qui laisse à penser que ces derniers ont désormais une vision plus positive de leur situation économique. Ce regain de confiance a contribué à faire progresser les dépenses de consommation réelles des ménages par habitant de 0,9 % au T1 2015 (graphique 4), l'indice correspondant étant passé de 101,6 au T4 2014 à 102,5 au T1 2015, soit la plus forte croissance trimestrielle au cours de la période considérée.

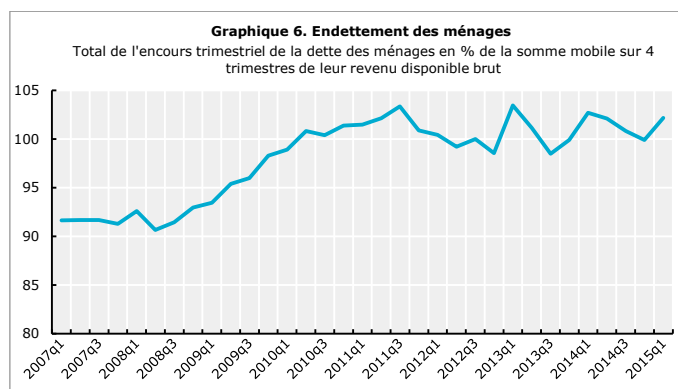


Le **taux d'épargne des ménages** (graphique 5), qui désigne la proportion de leur revenu courant, épargnée par les ménages, a augmenté de 0,4 point de pourcentage au T1 2015 par rapport au trimestre précédent. Les ménages ont choisi d'utiliser une partie de leur revenu supplémentaire pour accroître le montant de leur épargne. Au T1 2015, le taux d'épargne des ménages s'élevait à 15,0 %, ce qui est inférieur de 1,3 point de pourcentage au plus haut atteint au T3 2009 (au plus fort de la crise économique). La crise a entraîné une hausse notable du taux d'épargne des ménages, plus incertains face à l'évolution de leurs futurs revenus.



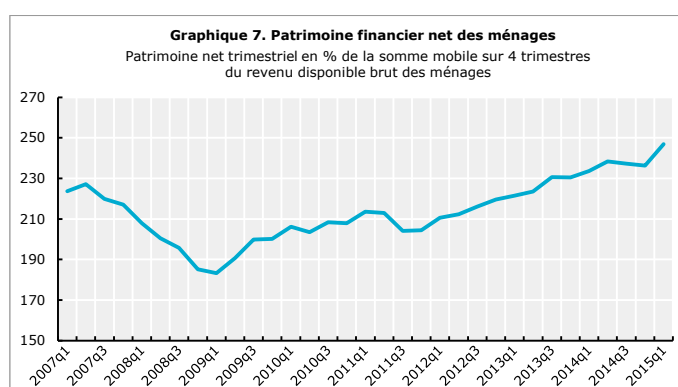
Dette et patrimoine financier net

Le ratio d'endettement des ménages, qui correspond à la dette totale des ménages exprimée en pourcentage de leur revenu disponible, est l'un des indicateurs mesurant la vulnérabilité financière des ménages (et de son évolution) et peut être utile pour évaluer la viabilité de la dette. Au T1 2015, l'endettement des ménages en France (graphique 6) représentait 102.2 % du revenu disponible, en hausse de 2.3 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent.



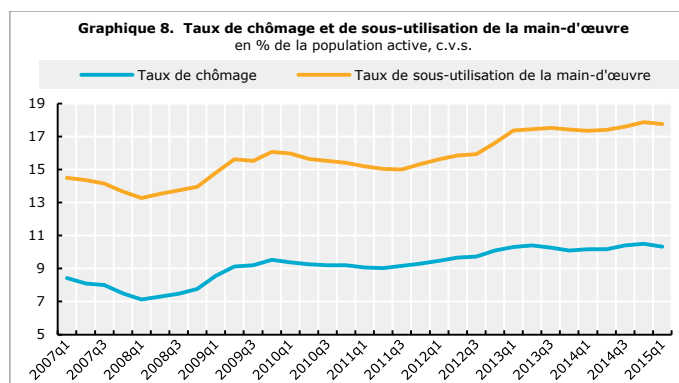
Un ratio d'endettement en hausse est souvent interprété comme un signe de vulnérabilité financière. Néanmoins, pour évaluer cette vulnérabilité, il faut aussi examiner la disponibilité des actifs, de préférence en tenant compte à la fois des actifs financiers (dépôts d'épargne, actions, etc.) et des actifs non financiers (logement principalement pour les ménages). En l'absence généralement de données trimestrielles sur les actifs non financiers des ménages, le patrimoine financier net (c'est-à-dire l'excédent des actifs financiers par rapport à la dette) est utilisé comme indicateur de la vulnérabilité financière des ménages.

Au T1 2015, le **patrimoine financier net** des ménages (graphique 7) en France s'élevait à 246.8 % du revenu disponible, soit une progression de 10.5 points par rapport au T4 2014. Cette augmentation est principalement due aux plus-values sur les actifs (notamment sur les actions et les parts de fonds d'investissement), mais aussi aux investissements financiers, notamment sous l'effet d'une forte hausse des dépôts d'épargne et des contrats d'assurance-vie, qui ont contribué pour une large part à l'augmentation du patrimoine financier net.



Chômage

Le **taux de chômage** et le **taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre** (graphique 8) constituent également des indicateurs de la vulnérabilité potentielle des ménages. Sur un plan plus général, le chômage a des répercussions sensibles sur le bien-être des personnes. Au T1 2015, le taux de chômage s'élevait à 10.3 %, contre 10.5 % au T4 2014, tandis que le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'établissait à 17.8 %, ce qui est bien supérieur au taux de chômage standard mais en légère baisse par rapport au trimestre précédent.



Comme indiqué plus haut, pour évaluer correctement le bien-être matériel des personnes, il est essentiel d'aller au-delà de la croissance économique. Au premier trimestre 2015, les conditions de vie matérielles des ménages français semblent meilleures que ne l'indiquent les seuls chiffres du PIB. Pour mieux appréhender le bien-être des ménages, il faudrait même pousser l'analyse au-delà des conditions de vie matérielles et examiner d'autres caractéristiques qui influent sur les comportements et les perceptions des individus. Depuis plus de 10 ans, l'OCDE concentre ses recherches sur le bien-être des personnes et les progrès des sociétés. Pour en savoir davantage sur les travaux de mesure du bien-être menés par l'OCDE, veuillez consulter le site : www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm.

Curieux de connaître la situation des ménages dans d'autres pays de l'OCDE ? Rendez-vous sur notre tableau de bord dédié au bien-être économique des ménages à l'adresse www.oecd.org/fr/std/cn/tableau-de-bord-des-menages.htm.